

Assurances de dommages et  
Construction et cautionnement

**lavery**  
Avocats

## INTERPRÉTATION CIVILISTE : LA COUVERTURE D'UNE POLICE D'ASSURANCE CHANTIER S'ÉTEND-ELLE À UNE STRUCTURE EXISTANTE ?

ALEXANDRA DUBÉ-LORRAIN et JONATHAN LACOSTE-JOBIN

LE 19 FÉVRIER 2015, LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC<sup>1</sup>  
RENVERSAIT UN JUGEMENT RENDU LE 12 JUILLET 2013  
PAR LA COUR SUPÉRIEURE<sup>2</sup> QUI ACCUEILLAIT UNE  
REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ DES DÉFENDERESSES.

ESSENTIELLEMENT, LE TRIBUNAL DEVAIT DÉTERMINER  
SI LA GARANTIE D'UNE POLICE D'ASSURANCE  
CHANTIER S'ÉTEND À DES DOMMAGES CAUSÉS PAR  
DES TRAVAUX À UNE STRUCTURE EXISTANTE OU  
SI ELLE SE LIMITE AU CHANTIER SUR LEQUEL LES  
TRAVAUX S'EFFECTUENT.

### LES FAITS

Les faits de cette affaire ont fait l'objet d'un bulletin publié en octobre 2014<sup>3</sup>, toutefois, pour plus de commodité nous reproduisons l'essentiel de ceux-ci.

La Ville de Québec (« Ville ») désire transformer le Palais Montcalm servant de salle de spectacle en salle de concert. Le 1<sup>er</sup> décembre 2004, elle retient les services de Génitech à titre d'entrepreneur général pour effectuer des travaux à même la structure existante du Palais Montcalm. Le projet exigeant d'importants travaux de démolition, les services de CFG Construction sont retenus à titre de sous-traitant.

La Ville exige que l'entrepreneur contracte une police d'assurance chantier. La police souscrite auprès de Promutuel désigne Génitech et la Ville comme co-assurées et la protection s'étend également aux sous-traitants.

Le 26 février 2005, par suite de la mauvaise exécution des travaux de démolition, un incendie cause d'importants dommages à des éléments de la structure existante de l'immeuble non compris dans les travaux de transformation.

Le 22 février 2008, la Ville intente deux recours. Le premier contre Promutuel, afin que lui soit versée l'indemnité découlant de la police d'assurance chantier, et le second contre Génitech et CFG, invoquant leur responsabilité contractuelle et extracontractuelle.

Le 5 novembre 2008, la Ville se désiste de son premier recours et signe une déclaration de règlement hors cour.

<sup>1</sup> *Québec (Ville de) c. CFG Construction inc.*, 2015 QCCA 362.

<sup>2</sup> *Ville de Québec c. Génitech Entrepreneur général inc. et al.*, 2013 QCCS 5042.

<sup>3</sup> Nous vous référons au Bulletin *Droit de savoir* publié en octobre 2014 par Louise Cérat et Odette Jobin-Laberge avec la collaboration d'Alexandra Dubé-Lorrain traitant de la décision de première instance : « Police d'assurance chantier : intérêt assurable et recours subrogatoire » : [www.lavery.ca/publications/nos-publications/1834-police-d-assurance-chantier-interet-assurable-et-recours-subrogatoire.html](http://www.lavery.ca/publications/nos-publications/1834-police-d-assurance-chantier-interet-assurable-et-recours-subrogatoire.html)

## LA COUR SUPÉRIEURE

À l'encontre du deuxième recours, les défenderesses, au stade préliminaire, soulèvent trois moyens d'irrecevabilité :

- 1) la police d'assurance chantier s'applique non seulement aux éléments visés par les travaux de transformation, mais également à tous les biens endommagés dans le cadre des travaux exécutés, ce qui inclut les dommages à la structure existante du Palais Montcalm;
- 2) la Ville n'a plus de recours contre elles s'étant désistée et ayant déposé une déclaration de règlement dans le premier recours portant sur les mêmes faits et réclamant des dommages à peu près identiques; et
- 3) puisque la Ville jouissait du statut de co-assurée aux termes de la police d'assurance chantier, celle-ci ne peut les poursuivre.

Appliquant le raisonnement de la Cour d'appel de l'Alberta dans *Medicine Hat College*<sup>4</sup> (« *Medicine Hat* »), la Cour conclut que les sous-traitants ont un intérêt assurable sur l'ensemble du projet de construction et que, par conséquent, l'ensemble de la structure du Palais Montcalm est visée par la police d'assurance chantier.

De plus, la Cour conclut que la transaction intervenue dans le premier recours a l'effet de la chose jugée, puisque l'assurance chantier vise l'ensemble des dommages réclamés par la Ville et que celle-ci ne pouvait tenter une deuxième action basée sur les mêmes faits.

Finalement, la Cour ajoute qu'à titre de co-assurée, la Ville ne pouvait poursuivre les défenderesses. La Cour accueille ainsi la requête en irrecevabilité et rejette l'action de la Ville.

## LA COUR D'APPEL

La Cour confirme que le jugement rendu dans l'affaire *Medicine Hat* est la seule décision canadienne sur cette question.

Elle réitère qu'en matière de droit des assurances, il est possible de tenir compte des décisions étrangères lorsqu'elles s'harmonisent avec l'économie générale du droit civil<sup>5</sup>. Cependant, la Cour considère que puisque le *Code civil du Québec* comporte des dispositions spécifiques à l'intérêt assurable<sup>6</sup>, des distinctions sont susceptibles d'être faites entre le droit civil et la common law.

Par conséquent, la détermination de la portée de l'assurance chantier à une structure existante devrait être analysée à la lumière du droit civil québécois. À ce stade-ci, il est donc prématuré de rejeter l'action.

Quant aux autres moyens d'irrecevabilité, la Cour d'appel conclut qu'il n'y a pas chose jugée entre les deux recours puisque ceux-ci sont fondés sur des contrats distincts. Plus précisément, le premier ayant fait l'objet d'un désistement se fondait sur le contrat d'assurance chantier et le deuxième sur la responsabilité contractuelle de Génitech et extracontractuelle de CFG. De plus, la Cour considère qu'une preuve quant aux circonstances entourant la déclaration de règlement hors cour pourrait être pertinente à la solution du litige, soulignant au passage que le moyen d'irrecevabilité est surprenant. En effet, si, comme le prétendent les défenderesses, l'assurance chantier couvrait l'ensemble des dommages causés au Palais Montcalm, pourquoi est-ce que la Ville n'a toujours pas à ce jour été indemnisée ?

À la lumière de ce qui précède et considérant la prudence que commande l'examen d'une requête en irrecevabilité, la Cour d'appel infirme la décision de première instance et rejette la requête en irrecevabilité.

<sup>4</sup> *Medicine Hat College v. Starks Plumbing & Heating Ltd.*, 2007 ABQB 691.

<sup>5</sup> *Optimum, société d'assurances inc. c. Plomberie Raymond Lemelin inc.*, 2009 QCCA 416, paragr. 41.

<sup>6</sup> Articles 2481 et 2484 C.c.Q..

## CONCLUSION

La requête en irrecevabilité rejetée, le dossier de première instance continue à suivre son cours.

L'interprétation de la police d'assurance chantier revêt une importance particulière pour les parties au contrat qui doivent déterminer quels biens sont effectivement couverts.

Il sera donc intéressant de voir si les tribunaux québécois adopteront le même raisonnement que celui des provinces de common law ou si les principes de droit civil auront une incidence sur la manière d'aborder la question de l'intérêt assurable relativement à l'étendue de la couverture d'une police d'assurance chantier à une structure existante.

### ALEXANDRA DUBÉ-LORRAIN

514 877-3063

[adube-lorrain@lavery.ca](mailto:adube-lorrain@lavery.ca)

### JONATHAN LACOSTE-JOBIN

514 877-3042

[jlacostejobin@lavery.ca](mailto:jlacostejobin@lavery.ca)

VOUS POUVEZ COMMUNIQUER AVEC LES MEMBRES SUIVANTS DU GROUPE ASSURANCES DE DOMMAGES  
POUR TOUTE QUESTION RELATIVE À CE BULLETIN.

ANNE BÉLANGER [abelanger@lavery.ca](mailto:abelanger@lavery.ca) 514 877-3091  
JÉRÔME BÉLANGER [jbelanger@lavery.ca](mailto:jbelanger@lavery.ca) 514 877-3012  
CLAUDIA BÉRUBÉ [cberube@lavery.ca](mailto:cberube@lavery.ca) 819 346-3661  
MARIE-CLAUDE CANTIN [mccantin@lavery.ca](mailto:mccantin@lavery.ca) 514 877-3006  
GENEVIÈVE CHAMBERLAND [gchamberland@lavery.ca](mailto:gchamberland@lavery.ca) 819 346-2562  
LOUIS CHARETTE [lcharette@lavery.ca](mailto:lcharette@lavery.ca) 514 877-2946  
MARIKA COUTURE-HOULE [mcouturehoule@lavery.ca](mailto:mcouturehoule@lavery.ca) 819 346-0340  
MARY DELLI QUADRI [mdquadri@lavery.ca](mailto:mdquadri@lavery.ca) 514 877-2953  
ALEXANDRA DUBÉ-LORRAIN [adube-lorrain@lavery.ca](mailto:adube-lorrain@lavery.ca) 514 877-3063  
BRIAN C. ELKIN [belkin@lavery.ca](mailto:belkin@lavery.ca) 613 560-2525  
CHERYL GILBERT [cgilbert@lavery.ca](mailto:cgilbert@lavery.ca) 819 346-2207  
JULIE GRONDIN [jgrondin@lavery.ca](mailto:jgrondin@lavery.ca) 514 877-2957  
JEAN HÉBERT [jhebert@lavery.ca](mailto:jhebert@lavery.ca) 514 877-2926  
ODETTE JOBIN-LABERGE, AD.E. [ojlaberge@lavery.ca](mailto:ojlaberge@lavery.ca) 514 877-2919  
JONATHAN LACOSTE-JOBIN [jlacostejobin@lavery.ca](mailto:jlacostejobin@lavery.ca) 514 877-3042  
MAUDE LAFORTUNE-BÉLAIR [mlafortunebelair@lavery.ca](mailto:mlafortunebelair@lavery.ca) 514 877-3077  
BERNARD LAROCQUE [blarocque@lavery.ca](mailto:blarocque@lavery.ca) 514 877-3043  
CLAUDE LAROSE [clarose@lavery.ca](mailto:clarose@lavery.ca) 418 266-3062  
ROBERT W. MASON [rwmason@lavery.ca](mailto:rwmason@lavery.ca) 514 877-3000  
MARTIN PICHETTE [mpichette@lavery.ca](mailto:mpichette@lavery.ca) 514 877-3032  
BENJAMIN POIRIER [bpoirier@lavery.ca](mailto:bpoirier@lavery.ca) 514 877-2989  
SYLVAIN PROVENCHER [sprovencher@lavery.ca](mailto:sprovencher@lavery.ca) 819 346-1435  
MARIE-HÉLÈNE RIVERIN [mhriverin@lavery.ca](mailto:mhriverin@lavery.ca) 418 266-3082  
IAN ROSE [irose@lavery.ca](mailto:irose@lavery.ca) 514 877-2947  
JEAN SAINT-ONGE, AD.E. [jsaintonge@lavery.ca](mailto:jsaintonge@lavery.ca) 514 877-2938  
VIRGINIE SIMARD [vsimard@lavery.ca](mailto:vsimard@lavery.ca) 514 877-2931  
MARTIN TÉTREULT [mtetreault@lavery.ca](mailto:mtetreault@lavery.ca) 819 346-6218  
EVELYNE VERRIER [everrier@lavery.ca](mailto:everrier@lavery.ca) 514 877-3075

**ABONNEMENT** VOUS POUVEZ VOUS ABONNER, VOUS DÉSABONNER OU MODIFIER VOTRE PROFIL  
EN VISITANT LA SECTION PUBLICATIONS DE NOTRE SITE INTERNET [lavery.ca](http://lavery.ca) OU EN COMMUNIQUANT  
AVEC VICTOR BUZATU AU 514 878-5445.

► [lavery.ca](http://lavery.ca)

© Tous droits réservés 2015 ► LAVERY, DE BILLY, S.E.N.C.R.L. ► AVOCATS

Ce bulletin destiné à notre clientèle fournit des commentaires généraux  
sur les développements récents du droit.

Les textes ne constituent pas un avis juridique. Les lecteurs ne devraient pas  
agir sur la seule foi des informations qui y sont contenues.

MONTRÉAL QUÉBEC SHERBROOKE TROIS-RIVIÈRES OTTAWA